

MUSSOLINI

RÉBELLION ET FASCISME

PAR MARIA MANTELLO



Mussolini est habituellement présenté comme le socialiste révolutionnaire qui a ensuite trahi en devenant fasciste.

Mais, si l'on regarde de plus près, son révolutionnarisme est seulement une forme de rébellion de celui qui cherche à émerger et à se distinguer dans l'exaltation d'un égoïsme débordant, qui a grandi parmi des frustrations, des envies et une revanche sociale. Il confondait subversion et révolution, si bien qu'il continuait à nommer révolution la politique fasciste avec laquelle il mettait en place la dictature de sa prédominance personnelle.

Benito Mussolini fut bien différent des grands révolutionnaires qui luttèrent « *pour le libre développement de chacun, condition pour le libre développement de tous* ». Il fut socialiste, mais déjà en 1902 il écrivait qu'il avait « *laissé de côté une grande partie de l'idéologie traditionnelle socialiste, y compris la fois béate dans les amusements parlementaires* ». Il ne comprenait pas la valeur du parlementarisme et du réformisme parce que la démocratie lui fut toujours étrangère. Il préférait à la dialectique du débat et de l'argumentation critique l'invective violente et les formulations d'affect, avec lesquelles il pouvait abattre quiconque lui faisait de l'ombre.

C'était son véritable problème. Effronté et sans scrupules, il harassa de toutes les façons le parti socialiste qu'il utilisa pour son arrivisme. Il était pour lui un jouet qu'il devait posséder totalement et soumettre à sa pathologie de puissance, celle qu'il exerçait en sollicitant les pulsions profondes des masses, dont il avait appris les dynamiques en lisant *La Psychologie des foules* du psychanalyste Gustave Le Bon. Des masses avec lesquelles il entraînait dans une empathie projective-subliminale en les exaltant à la fois dans le chef à vénérer qu'il incarnait. Il jouait le rôle de l'histriion tribun dans le jeu des duperies verbales, où la fascinante dissociation verbeuse entre signifiant et signifié était le manège de son habile propagande de masse.

PAIN ET ANARCHIE D'UN REBELLE EN RECHERCHE D'UN RÔLE SOCIAL

Il est initié au socialisme par son père Alessandro, le serrurier-forgeron passionné pour la révolution permanente du prolétariat, mais qui avait aussi un fort réalisme politique, si bien qu'il fut parmi les partisans de l'alliance avec les libéraux contre les cléricaux, en leur arrachant en 1889 la mairie de Predappio (107 voix sur 115). A la maison Mussolini, on manquait parfois de pain (l'économie familiale reposait sur le salaire d'institutrice de la mère, Rosa Maltroni) mais il ne manquait certainement pas de revues et de livres sur les grands du socialisme et de la révolution. Une discrète bibliothèque que l'autodidacte Alessandro Mussolini avait rassemblée et dans laquelle il puisait pour les lectures du soir à ses fils dès leur enfance, en choisissant des passages d'œuvre de Costa, Ca-

fiero, Marx...ou des romans sociaux comme *Les Misérables*. Benito en était exalté et écrivait sur la liberté et le socialisme dans ses rédactions scolaires, il en parlait aussi à ses camarades. C'était un petit garçon dominateur qui refusait de perdre et qui en venait souvent aux mains avec les enfants de son âge. Ses parents, pour le faire étudier et pour le « redresser » le placèrent dans le collège de Faenza « *Saint-François de Sales* ». Benito avait neuf ans, et dans cet internat où les distinctions sociales comptaient, sa place était parmi les enfants pauvres. Une condition qui le marqua profondément et augmenta sa désobéissance et son agressivité. Il alla ensuite dans le collège laïc « *Carducci* » de Forlìpopoli, où il entra en 1894. Il y obtint le diplôme d'instituteur. Mais il ne réussit jamais le concours et il exerça le métier d'enseignant (à contrecœur) seulement en effectuant quelques remplacements.



MARCHE SUR ROME. MANIFESTATION DE FASCISTES, [DE G. À D.] MICHELE BIANCHI, GÉNÉRAL DE BONO, [CESARE MARIA DE VECCHI,] MUSSOLINI, ITALO BALBO : [PHOTOGRAPHIE DE PRESSE] / [AGENCE ROL]

Il était rebelle, mais s'il entraînait dans un rôle il l'embrassait totalement. Une preuve lumineuse en est l'affaire de son service militaire. En bon socialiste « pacifiste » et « antimilitariste », il est réfractaire au service militaire. Pour ne pas être arrêté, il se réfugie en Suisse où il vit du 9 juillet 1902 à novembre 1904. Contraint de retourner en Italie pour des problèmes économiques, il accepte de partir pour le service militaire le 12 janvier 1905, et il parvient même, une fois en uniforme, à en vanter les mérites. Dans une lettre à son commandant de compagnie du 26 février 1905 il écrit : « *Il est bon de se souvenir et de commémorer les héros qui ont, avec leur sang, cimenté l'unité de la patrie, mais il est encore mieux de nous préparer afin de ne pas être des descendants ignares et opposer au contraire d'efficaces bastions au cas où les barbares du Nord tenteraient de réduire l'Italie à "une expression géographique"* ». Un peu moins d'un an plus tard, il se découvrira fervent interventionniste pour l'entrée de l'Italie dans la Première Guerre mondiale (il fut expulsé du Parti Socialiste pour cela) et ensuite ce fut la guerre en uniforme permanent : de la guerre d'Éthiopie au délire de conquête du monde conséquence du « Pacte d'Acier » avec Hitler.

DE L'ABOLITION DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE AUX CONFUSIONS IDÉOLOGIQUES

En 1907, à Ravenne, Cesena et Forlì avaient commencé l'affrontement entre métayers et ouvriers agricoles qui dura pendant des années, se propageant ensuite dans toute la province d'Émilie-Romagne. On la nommait la « *guerre des moissonneuses-batteuses* », dont l'emploi dans l'agriculture réduisait les possibilités de travail des ouvriers agricoles, du côté desquels Mussolini se range sans réserve. Mais la question était beaucoup plus complexe, parce que le métayage constituait depuis le bas Moyen-âge, la possibilité concrète d'émancipation pour les paysans ; et dans les alentours de Ravenne, on voyait même naître des coopératives mixtes de

métayers et d'ouvriers agricoles.

Mussolini incita à la lutte de classe contre le réformisme du parti, car il écrit dans « La Lima », le 8 août 1908 : « *Le moyen ultime est l'abolition du métayage et l'élimination du patronat (...) entre le travailleur et le propriétaire s'engagera la lutte extrême* ». Il écrivit beaucoup d'autres articles sur ce ton qui, dans la réalité anarcho-révolutionnaire de la Romagne, lui permirent de devenir le leader du mouvement.

La question de la terre aux paysans sera dans le **programme fasciste de San Sepolcro de 1919**¹. Mais il la laissa vite tomber dans l'alliance avec les propriétaires terriens. La lutte extrême contre la propriété privée était loin à présent, il restait seulement l'affabulation verbale à laquelle Mussolini s'exerçait depuis dix ans et avec laquelle il brouillait les idées. On pense à la conférence socialiste de Forlimpopoli du 15 janvier 1910, où il projetait les bases d'une révolution non définie « *pour la nouvelle Italie qui progresse, travaille et sent précisément le besoin de nouvelles formes plus sincères et plus libres de vie rationnelle* ». Cela voulait à la fois tout et rien dire. Et ce n'est pas par hasard que de régression en régression, de transformisme en transformisme, sur la route des joutes de duperies verbales les « nouvelles formes de vie rationnelle » d'alors devinrent dans la Doctrine du Fascisme la « *volonté objective qui transcende l'individu particulier et l'élève à membre conscient d'une société spirituelle* ». Le fascisme comme foi dans l'avènement de la « *société spirituelle* », qui dans la réalité concrète fasciste est la société hiérarchisée et de classes où on trouve des esclaves consentants, ou persécutés, exilés, emprisonnés, assassinés....

L'ère de l'huile de ricin et de la matraque avait commencé et Mussolini, après l'assassinat de Matteotti en 1924, la revendique au parlement le 3 janvier 1925 avec un discours intimidant où il officialise la dictature : « *Si le fascisme n'a*

été que huile de ricin et matraque (...) à moi la faute. Si le fascisme a été une association de mal-faiteurs, je suis le chef de cette association de mal-faiteurs. »

A BAS LE PARLEMENT

Le populisme était la force de Mussolini. Il l'expérimentait à chaque fois en chevauchant les luttes ouvrières et paysannes, en les utilisant comme des bœufs pour porter sa guerre au groupe dirigeant du parti [socialiste], les représentants de la meilleure bourgeoisie progressiste. Au congrès national de Milan (21-25 octobre 1910), il est le délégué de la fédération de Forlì, et fait tout un vacarme pour la sortie des révolutionnaires du Parti. Mais personne ne l'appuie, pas même le leader des sociaux-révolutionnaires, Costantino Lazzari. Pour affaiblir les réformistes qu'il déteste, il cherche alors à faire émerger leurs divisions internes. Et il ne perd pas l'occasion lors du XIII^e Congrès National de Reggio Emilia (7-8 juillet 1912), où il obtient – avec l'approbation de son ordre du jour – l'expulsion des représentants de la droite réformiste : Leonida Bissolati, Ivanoe Bonomi, Angiolo Cabrini, accusés d'avoir été favorables à la guerre en Libye, ainsi qu'à des compromis pro-gouvernementaux en se rendant au Palais du Quirinal² : le premier pour les consultations gouvernementales de 1911 (même si avant cette réunion il avait refusé le ministère que lui avait offert Giolitti³), et tous les trois pour avoir témoigné – à titre personnel pourtant – de leur solidarité au roi qui avait subi un attentat le 14 mars 1912. Il ne lui fut pas difficile de gagner, parce que les réformistes de gauche avaient également critiqué ces comportements, et pouvaient difficilement faire marche arrière. Le temps des scissions avait commencé : Bissolati et Bonomi fondent en effet le « *Parti socialiste réformiste italien* ». Le syndicalisme aussi se divisait : le 25 novembre 1912, à gauche de la Confédération Générale du Travail naissait l'Union Syndicale Italienne (USI).

Au congrès de Reggio Emilia, Mussolini se sent renforcé pour contester à présent l'existence du Parlement, où les socialistes réformistes sont destinés à avoir toujours plus de députés grâce au vote paysan et ouvrier suite à la loi sur le suffrage universel de Giolitti. « *Le parlementarisme, affirme Mussolini, n'est pas absolument nécessaire au socialisme dans la mesure où on peut concevoir et où a été conçu un socialisme antiparlementaire ou a-parlementaire, mais il est en revanche nécessaire à la bourgeoisie pour justifier et perpétuer sa domination politique* ». Il y aura des interventions bien plus sinistres contre le Parlement quand il siège en tant que fasciste au Parlement. On pense au fameux « *discours du bivouac* » du 16 novembre 1922 : « *je pouvais faire de cette pièce sordide et grise un bivouac de ses manipules, je pouvais barrer la route au Parlement et constituer un gouvernement seulement de fascistes* ». Ou à celui déjà cité du 3 janvier 1925.

Mais c'est déjà le cas en 1915, quand en tant que chef du peuple du lugubre délire du baptême du sang purificateur et du cercueil, orgueil du soldat, dans un article dans le *Popolo d'Italia* du 11 mai, il écrit contre les députés qui ne se décident pas à délibérer l'entrée dans la Première Guerre Mondiale aux côtés de l'Entente : « *je suis toujours plus fermement convaincu que pour la santé de l'Italie il faudrait fusiller, je dis bien fusiller, dans le dos une douzaine de députés et envoyer en prison à perpétuité au moins deux ou trois ex-ministres. Mais pas seulement. Je crois avec une foi toujours plus profonde dans l'idée que le Parlement en Italie est le bubon pestiféré qui empoisonne le sang de la Nation. Il faut l'extirper* ». Durant le Fascisme, après les élections-farce de 1929 avec liste bloquée de fascistes, personne ne votera plus. Seul le Sénat restera sur pied, car nommé par le roi selon le Statut Albertin, et qui aux ordres de Mussolini votera les lois raciales en 1938.

A LA CONQUÊTE DE L'AVANTI !

L'arrivisme masqué de révolution de Musso-



ACCORDS DU LATRAN : SIGNATURE PAR LE CARDINAL GASPARRI (SECRÉTAIRE D'ÉTAT) ET PAR MUSSOLINI DES PROTOCOLES AU PALAIS DU LATRAN, LE 11 FÉVRIER 1929

lini est clair dans l'habile exaltation au directeur de l'*Avanti !* qu'il transforme en son fief. Sous le pseudonyme « *l'homme qui cherche* » de l'hebdomadaire *La Foule*, il cherche à créer une opinion publique favorable au changement de direction. La direction du parti est engagée dans l'action politico-parlementaire et sous-évalue le rôle de son journal national qui par ailleurs se trouve en difficulté économique notable. Mussolini profitera de cela et en deviendra le directeur le 1er décembre 1912 en en faisant sa tribune pour sa révolution. Il s'entoure de journalistes fidèles tout en chassant les réformistes, y compris l'ex-directeur Treves. Avec habileté politique, il nomme rédacteur en chef Angelica Balabanoff, estimée par tout le parti et indépendante des courants. Mussolini exploitera ses compétences et sa culture et l'utilisera toujours comme bouclier quand il sent que sa place est en danger. Il n'échappe pas à Anna Kulischioff l'absence de scrupules de Mussolini à utiliser l'*Avanti !* contre le parti à des fins personnelles. Il faut l'éloigner, écrit-elle à Tu-

rati le 6 février 1913 : « Je crois qu'il revient à tout le groupe d'adresser un appel à la Direction, si elle pense servir les intérêts du socialisme en ayant confié l'organe du parti à un parfait anarchiste. Est-ce que vous le ferez ? Il faudrait prévoir et pourvoir ; sinon, malheureusement, on peut prévoir une position des plus terribles qui se présentera en vue de la grève générale, qui se prépare fortement ici à Milan. » Mais Mussolini a augmenté les ventes avec son langage vénéneux et le renvoyer devient très difficile pour un parti que Turati cherche à maintenir uni, mais qui est en train de devenir de plus en plus otage du maximalisme, qui sortira vainqueur du congrès d'Ancône en avril 1914, marquant la crise d'un parti à présent sans programme et dans l'exaltation de la grève générale à outrance.

En juin 1913 à Milan il y eut la grande mobilisation ouvrière des métallurgistes. Mussolini avait considéré comme traîtres des ouvriers de la CGL « *coupables* » de traiter avec les patrons pour obtenir des meilleures conditions de tra-

vail, au lieu de viser la révolution.

Dans cette situation, Turati ne peut plus se taire, et, dans les colonnes de *Critique Sociale* il écrit : « *Ce que fait Mussolini ce n'est pas du socialisme* ».

LE RETOURNEMENT CONTRE LE SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE

Mussolini trouve confortable à ce moment-là de s'appuyer sur l'Union Syndicale Italienne, qui, comme nous l'avons dit, est devenue en 1912 la CGL.

Mais cette grève générale étendue à la mi-août à toute l'Italie se révèle un échec par les faibles adhésions, et voici qu'il change de côté en accusant le syndicalisme d'envoyer les travailleurs à l'abattoir : « *Prolétaires milanais, votre peau ne doit pas devenir le tambour pour les ménestrels d'un syndicalisme qui est la caricature et la parodie de lui-même. Nous avons accompli notre devoir. Nous vous avons soutenu pendant la lutte. Aujourd'hui nous vous signalons le danger, nous vous indiquons l'erreur. Pourvoyez à votre situation.* »

Et lui, pendant ce temps, il y pensait bien à sa situation. C'est alors que, quand aux élections de 1913, le parti obtient plus de 16% des voix grâce à la loi Giolitti sur le suffrage universel, par rapport aux 8,1% de 1909, c'est-à-dire triplant ainsi le nombre de députés, il suspend complètement et de manière opportune son socialisme anarcho-syndicalo-révolutionnaire, se rangeant ainsi du côté des patrons à l'occasion de l'échec du différend syndical surgi en février 1914 à l'usine Milani-Silvestri de Milan, où les ouvriers se présentent au travail en interrompant la grève à outrance induite par l'USI.

Dans l'*Avanti !* du 25 février 1914, Mussolini écrit : « *Voici la dure leçon des grévistes milanais. Parce qu'après la déroute et la défaite suivent toujours de longues périodes de dépression, de démoralisation, de débâcle, de régression, alors que la classe bour-*



A. Sasso - Editore - Milano

"Uccidete me: ma l'idea che è in me non la ucciderete mai",

GIACOMO MATTEOTTI (1885 - 1924) DÉPUTÉ SOCIALISTE ITALIEN. ASSASSINÉ PAR UN GROUPE FASCISTE « TUEZ MOI, MAIS L'IDÉE QUI EST EN MOI, VOUS NE LA TUEREZ JAMAIS... »
Carte postale Edition A. Sasso Milan

geoise, la classe ennemie, triomphe et réaffirme sa domination. » L'USI dira de lui que c'est un voyou !

Mais peut-être que, de régression en régression, de transformisme en transformisme, il ne s'agissait que d'exercices de style pour arriver à la tête du fascisme, interdire la grève (Loi n° 563/1926) et créer des syndicats fascistes uniques habilités à signer les contrats de travail, en vertu du Pacte du Palais Vidoni (2 octobre 1925), mettant à l'abri la Confindustria (Confédération Générale de l'Industrie Italienne) avec la Charte du Travail (21 avril 1927) dans la priorité accordée à la production économique [privée] par rapport à l'Etat : « *L'intervention de l'Etat dans la production économique a lieu seulement quand l'initiative privée manque ou est insuffisante(...)* ».

LA CONTAGION NATIONALISTE ET L'EXPULSION DU PSI

Mussolini observait avec beaucoup d'attention les grands mouvements patriotico-nationalistes qui auraient amené à la Première Guerre Mondiale après l'attentat de Sarajevo le 28 juin 1914. On louvoie entre la ligne antimilitariste et pacifiste du Parti et l'esprit interventionniste qui avance avec la multiplication des manifestations de septembre pour l'annexion du Trentin et de Trieste. Le réformiste Giovanni Zibordi dans un article du 19 septembre de *Action socialiste* intitulé *Les deux Mussolini* écrivait : « *chaque jour qui passe le jeu diplomatique devient plus difficile pour Mussolini, et même pour les deux Mussolini, qui, un beau jour, en réchauffant l'environnement (...) finiront par se disputer sérieusement. Qui des deux gagnera ?* »

Le « *premier Mussolini* » continuait avec le Non à la guerre, et à la direction nationale du parti du 21-22 septembre, il proposait aussi son Manifeste pour « *l'opposition tranchante et implacable* » à celle-ci, qui fut bien sûr approuvé. Mais peu après, le « *second Mussolini* » prévaut, prenant tout le monde à contre-pied. Le 18 octobre 1914, alors qu'en France la bataille de la Marne fait rage, dans l'*Avanti !* sort son éditorial : « *De la neutralité absolue à la neutralité active et opérante* », où on lit : « *Le cas du Trentin est tel qu'il force à la méditation les neutralistes les plus absolus parmi les absolus. Si ce peuple italien s'était insurgé contre l'Autriche, avec quel courage nous, socialistes, qui avons eu des frissons de solidarité pour les Arméniens et les Candiotes, etc., aurions empêché une intervention italienne ? (...) nous ne ferons que sacrifier le Trentin et avantager l'Autriche-Hongrie, laquelle – on le rappelle aux socialistes – est le bastion véritable et principal de la réaction européenne.* » Arrivera ensuite la rupture avec l'*Avanti !*, dont il démissionne en espérant éviter l'expulsion du parti, le 24 novembre 1914, dans une dramatique assemblée bondée de la section de Milan.

Le 15 novembre 1914 sortait le premier numéro de *Popolo d'Italia*. Perdu l'*Avanti !* l'ex-directeur cherchait des fonds pour son nouveau journal national, et ils arrivent via les armateurs Parodi, les propriétaires agricoles émiliens et par les plus importants groupes industriels : de l'Ansaldo à Edison, de l'Union sucrière à la Fiat. Ces industriels qui sollicitaient ensuite en 1922 formellement le Roi pour qu'il ne signe pas « *l'état de siège* » contre les fascistes lors de la Marche sur Rome, mais pour qu'il confie le gouvernement à Mussolini dans lequel ils voyaient le rempart de la « *contre-révolution préventive* » contre l'avancée dans le pays des gauches encouragées par la « *Révolution d'octobre* » en Russie.

« SAUVEUR DE LA PATRIE » ET « HOMME DE LA PROVIDENCE »

Mussolini s'érigeait en sauveur de la patrie, l'homme fort de l'ordre, qui bâillonnait le pays avec la dictature en éliminant les partis, syndicats, presse libre, associations démocratiques et libertaires.

Chaque perspective progressiste fut violemment réprimée. Une régression culturelle, économique et sociale s'abattait sur l'Italie, redonnant le pouvoir aux patrons de l'industrie et de la finance et à l'Église Catholique qui bénissait le fascisme qui lui offrit en 1929 le Concordat. Avec lui, l'anticlérical Mussolini rétablissait la médiévale logique de l'alliance trône-autel, imposant le crucifix dans les lieux publics, donnant au mariage religieux une valeur civile et posant la religion catholique comme « *fondement et couronnement de l'instruction* », aussi à travers l'« *heure de religion* » obligatoire dans toutes les écoles à chaque niveau. On cherchait ainsi à effacer le processus de laïcisation que l'Etat Libéral avait réalisé après l'Unité de l'Italie. Les ecclésiastiques redevenaient avec Mussolini une caste privilégiée et protégée même dans le cas où ils commettaient des crimes,

pour lesquels on ne pouvait les poursuivre sans l'accord des autorités ecclésiastiques. Un retour au médiéval « *privilegium de for* »⁴ que l'Etat libéral avait supprimé. Et comme si tout cela ne suffisait pas, l'Etat italien s'engageait à accorder des financements publics à l'Eglise et exempter d'impôts et contributions les propriétés ecclésiastiques. Cette histoire continue dans l'Italie actuelle, où le Concordat n'a pas été supprimé, même si la religion catholique, dans la révision constitutionnelle de 1982, n'est plus religion d'Etat.

Traduit de l'italien par **Ophélie Sauger.**

Maria Mantello est présidente de l'Association nationale de Libre Pensée italienne Giordano Bruno

Notes :

¹ Avant que le mouvement fasciste devienne le Parti Fasciste en 1921, Mussolini fonde les « *Fasci di combattimento* » place du Saint-Sépulcre « *San Sepolcro* » à Milan le 23 mars 1919. Le programme de « *San Sepolcro* » fut publié le 6 juin 1919 dans le journal *Popolo d'Italia*. (NdT)

² Le Palais du Quirinal : résidence royale puis présidentielle à Rome (NdT)

³ Giovanni Giolitti (1842-1928) : Président du Conseil Italien à cinq reprises entre 1892 et 1921.

⁴ Le *privilegium de for* : en Europe médiévale, c'est le droit pour les clercs ordonnés de ne pouvoir être traduits en justice que devant une juridiction de l'Eglise, et non devant la justice séculière. (NdT)

ENTRAIDE ET SOLIDARITÉ DES LIBRES PENSEURS DE FRANCE

La régression sociale n'épargne pas les libres penseurs. De plus en plus souvent nous viennent des demandes d'aides de camarades dans le besoin, pour des raisons brutales ou par suite d'une baisse continue de leurs revenus. C'est le rôle de l'association Entraide et Solidarité des Libres Penseurs de France de leur venir en aide. Elle est là pour cela ; elle a été créée pour cela.

Elle dispose depuis quelques années d'une Commission sociale, soumise à la confidentialité, qui étudie les dossiers et cherche les moyens les plus appropriés pour soutenir les libres penseurs qui en ont besoin : prêts, dons, aides diverses, conseils pour améliorer leur situation, informations sur leurs droits, etc. Cette aide peut également concerner les proches des libres penseurs. C'est le droit de tout libre penseur adhérent à l'une des organisations de la Fédération Nationale de pouvoir être aidé si c'est nécessaire. Ce droit est matérialisé par une cotisation annuelle, certes modique, versée en même temps que la cotisation à la Fédération nationale. Il ne faut donc pas hésiter à demander un dossier à Entraide et Solidarité, par exemple en téléphonant au siège, ou via les Fédérations départementales.

Cette aide n'est bien sûr possible que si les ressources correspondantes existent. Outre la cotisation annuelle reçue de chaque libre penseur, Entraide et Solidarité est autorisée, grâce à son statut d'organisation de bienfaisance, à recevoir des dons et legs. Il existe une tradition chez les libres penseurs, souvent âgés et généralement sans famille proche, de rédiger leur testament en léguant tout ou partie de leurs biens à Entraide et Solidarité, afin justement de pouvoir lui permettre d'aider les libres penseurs dans le besoin. Ces ressources sont nécessaires pour que l'activité d'Entraide et Solidarité puisse être pérennisée.

Nous ne pouvons donc qu'encourager les libres penseurs à utiliser cette possibilité d'aider la Libre Pensée, y compris après leur décès. La procédure est très simple ; il suffit de rédiger à la main un testament, le plus clair possible, en indiquant bien le nom complet de l'association, et d'en envoyer une copie à Entraide et Solidarité, soit directement au siège, soit via la Fédération départementale. Il peut aussi être utile d'y associer un notaire, qui inclura la référence du testament dans le fichier national.

Entraide et Solidarité des Libres Penseurs de France est à la disposition de tous les libres penseurs pour expliquer son fonctionnement ; elle a décidé de porter cette information dans les départements chaque fois que possible. Elle utilise aussi naturellement les pages de La Raison pour expliquer son activité et permettre à tous les libres penseurs de pouvoir aider ou être aidés.

Pour tout contact : Entraide et Solidarité des Libres Penseurs de France. 10/12 rue des Fossés-Saint-Jacques 75005 Paris. Tél. : 01 46 34 21 50.